

HISTOIRE
D'ANGLETERRE

À

HISTOIRE D'ANGLETERRE

Par David Hume

Continuée jusqu'à nos jours

PAR SMOLLETT, ADOLPHUS ET AIKIN

TRADUCTION NOUVELLE

Précédée d'un essai sur la vie et les écrits de Hume

PAR M. CAMPENON

De l'Académie française

16

BRUXELLES

WOUTERS ET COMPAGNIE, IMPRIMEURS-LIBRAIRES

8, rue d'Assaut

—
1845

HISTOIRE

D'ANGLETERRE

GEORGES II.

—

LIVRE XVI.

Affaires du continent. — Le parlement s'assemble. — Projet d'accise. — Bill pour la dot de la princesse royale. — Débats dans la chambre des lords. — Double élection d'un roi de Pologne. — La France, l'Espagne et la Sardaigne s'unissent contre l'empereur. — Le prince d'Orange arrive en Angleterre. — Nouveaux débats. — Motion pour révoquer l'acte des parlements septennaux. — Message du roi. — Chambre des lords. — Dissolution du parlement. — Dantzic est assiégé par les Russes. — Prise de Philipsbourg par les Français. — Bataille de Parme. — Bataille de Guastalla. — Pétition de quelques seigneurs écossais à la chambre des lords. — Méintelligence entre les cours d'Espagne et de Portugal. — Signature des préliminaires entre l'empereur et la France. — Affaires du parlement. — Sédition en Écosse. — Rupture entre la czarine et la Porte. — Session du parlement. — Projet pour réduire l'intérêt de la dette nationale. — Bill contre la ville d'Édimbourg. — Bill au sujet des spectacles.

Le gouvernement nomma des commissaires pour inspecter et perfectionner un nouvel établissement formé dans la Géorgie, province de l'Amérique, au sud de la Caroline ; et M. Oglethorpe partit en qualité de général et de gouverneur, avec de pauvres familles à qui cette émigration faisait espérer un meilleur sort.

Le roi d'Espagne ayant fait équiper un puissant armement sous les ordres du comte de Montemar, cette flotte partit le 4 de juin de la rade d'Alicante, et se dirigea sur les côtes de Barbarie. Arrivée dans le voisinage d'Oran, elle mit à terre un nombre de troupes assez consi-

dérable. Le lendemain les Espagnols furent attaqués par une armée de Mores, qu'ils battirent complètement. Le bey, gouverneur d'Oran, évacua la place avec sa garnison, et les Espagnols y rentrèrent. Ils en avaient été chassés en 1708. Le fort de Mazalaquivir se rendit aux vainqueurs à la première sommation ; de sorte que cette courte expédition remplit toutes les vues que la cour de Madrid s'était proposées.

Un autre événement occupait l'Europe. Victor-Amédée, roi de Sardaigne, avait abdiqué la couronne, et s'en repentait. A l'instigation de sa femme, il s'engagea dans quelques intrigues pour remonter sur le trône. Son fils, le roi régnant, le fit arrêter au château de Montcalier, et transférer à Rivoli, fortement escorté. La marquise de Spigno, sa femme, fut conduite à Ceva. On s'assura du confesseur du vieux roi, de son médecin, et de quarante personnes impliquées dans cette affaire. La garnison de Turin fut doublée ; le gouverneur et le sénat de Chambéry reçurent des instructions nouvelles.

A cette même époque un traité termina le différend qui divisait depuis longtemps le roi de Prusse et le jeune prince d'Orange, au sujet des biens possédés par le roi Guillaume III, comme chef de la maison d'Orange, et dont la succession était devenue contentieuse.

Dans le cours de cette année la Hollande fut troublée des menaces d'une inondation effrayante ; et ce qui redoublait ses alarmes, c'est qu'on s'était persuadé que les vers avaient détruit les pilotis qui défendent les digues contre les invasions de la mer. Les Hollandais adressèrent de ferventes prières au ciel pour détourner cette calamité : l'hiver les rassura. Un froid excessif et subit délivra les digues de ces terribles insectes.

(1733) A l'ouverture du parlement (le 16 de janvier), le roi dit aux chambres qu'attendu la tranquillité qui régnait tant au dedans qu'au dehors, il ne les avait convoquées que pour qu'elles expédiassent, comme à l'ordinaire, les affaires publiques, et pour les consulter sur quelques autres qui demandaient leur attention et leurs soins.

La proposition faite dans la chambre des communes pour une adresse de remerciements ne fut point admise sans opposition. Ceux qui la combattirent observèrent que la situation actuelle des choses n'était point satisfaisante ; que la France faisait rétablir et fortifier le port de Dunkerque, contre la foi des traités les plus solennels ; que les négociants anglais attendaient encore des indemnités du gouvernement espagnol ; que le commerce britannique décroissait de jour en jour ;

que les frauduleuses spéculations de la Bourse étaient la seule industrie profitable ; en un mot, que chaque session du parlement ouvrait une nouvelle scène de vexations et d'intrigues.

A la chambre des pairs on reproduisit les mêmes allégations contre une armée sur pied, et la chaleur avec laquelle on demanda la réduction de cette armée fut telle, que le ministère se vit obligé d'appeler à son secours le fantôme du prétendant. Sir Archer Croft prétendit qu'il était d'autant plus urgent d'entretenir le même nombre de troupes, que le papisme faisait dans les campagnes des progrès alarmants : que, dans une paroisse qu'il connaissait on comptait sept prêtres papistes, et qu'une grande raison de craindre le prétendant était qu'il faisait élever son fils dans la religion protestante. Sir Robert Walpole ajouta que réduire l'armée c'était remplir le vœu des jacobites du royaume ; que jamais elle n'avait éprouvé de diminution qui n'eût relevé les espérances du parti rebelle, qui n'eût encouragé des mouvements séditieux ; qu'il ne doutait pas, si cette proposition triomphait, que les chevaux de poste ne fussent employés, dès la même nuit, à porter ces bonnes nouvelles au prétendant. Horace Walpole, son frère, soutint aussi la nécessité du même nombre de troupes, « nécessité qui ne » cessera point, dit-il, tant que la nation aura le bonheur d'être gouvernée par l'illustre famille qui règne aujourd'hui sur elle. »

On releva l'absurdité, les contradictions, le ridicule de tous les discours des orateurs du ministère ; mais il eut l'avantage. On décida que l'armée ne serait point réduite. Sir Wilfred Lawson fit la motion de présenter une adresse au roi pour lui demander quelle satisfaction avait été donnée par la cour d'Espagne aux marchands anglais que les corsaires espagnols avaient dépouillés. Sa majesté répondit que la réunion des commissaires des deux couronnes, longtemps retardée par des circonstances imprévues, n'avait pu s'effectuer qu'au mois de février de l'année précédente ; et qu'on était convenu d'un si long terme pour terminer cette affaire, qu'il n'était pas encore possible d'en mettre le rapport sous les yeux de la chambre des communes.

Un bill avait été présenté pour l'encouragement des cultivateurs de la canne à sucre dans les colonies des Indes occidentales ; mais, comme l'objet de ce bill était une disposition prohibitive qui devait interrompre tout commerce entre les îles françaises et les établissements britanniques de l'Amérique septentrionale, il trouva la résistance la plus vive dans ceux qui s'intéressaient à la prospérité de ces établisse-